



Présence

Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
https://pbi-belgium.org/
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 136

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

La démocratie est en danger chaque fois que l'Etat ou ses représentants commettent des injustices à l'égard des citoyens ou ne garantissent pas leurs droits fondamentaux. C'est contre ce genre de maux que luttent nos équipes d'observateurs internationaux dans les pays où notre organisation accompagne des défenseurs de droits humains menacés. Dans les articles du présent bulletin, les exemples ne manquent pas où l'on constate la nécessité de faire barrage aux violations flagrantes du droit par une présence internationale auprès de citoyens qui luttent pour plus de justice dans leur pays et dénoncent la corruption et la violence.

Mais la démocratie n'est-elle pas également en danger lorsque de simples particuliers ne semblent pas respecter le dialogue dans leurs démarches de citoyens et veulent imposer leurs propres vues sans égard pour le jeu démocratique ? Pour illustrer ce problème, épinglons deux faits plutôt désolants de ces dernières semaines. En Belgique, un extrémiste, militaire de profession, profère des menaces de mort et tente de planifier un attentat à l'encontre d'un scientifique qui ne lui plaît pas. Si son action, qui s'apparente à du terrorisme, inquiète une majorité de la population, elle n'en demeure pas moins applaudie par des partisans du forcené. En France, un autre extrémiste s'en est pris directement au président de la République en lui portant une gifflure alors que ce dernier s'était approché de la foule pour serrer quelques mains. Si son geste a été unanimement condamné par la classe politique, ne nous voilons pas la face, il a dû secrètement faire plaisir à quelques opposants.

Dans les deux cas, le jeu démocratique n'est pas respecté. Plutôt que de chercher le dialogue par le biais d'une contestation pacifique, les extrémistes recourent à la brutalité pour tenter de faire valoir leur point de vue. C'est la solution de facilité, celle qui paraît avoir le plus d'impact sur le moment mais qui non seulement ne parvient pas à ses fins mais encore risque de nuire gravement à autrui. En revanche, si on choisit la voie de la non-violence, on fait moins le buzz certes mais, à force de patience, on peut créer un climat de dialogue au bénéfice de la société. Cela prend du temps et exige le respect de l'autre par delà les différences ou les dissensions. Malheureusement, avec les réseaux sociaux qui s'emballent pour tout et pour rien sur Internet, ce respect semble toujours plus difficile. Loin de supporter l'échange constructif d'idées, ils servent le plus souvent à balancer des opinions péremptives et à affronter des visions du monde de façon cli-vante. Or la démocratie a besoin des égards mutuels de chacun.

Au sommaire

Mexique

Pour la fête des Mères, des milliers de Mexicaines réclament leurs fils disparus
Page 2

Nouvelle scène de criminalisation
contre des étudiant(e)s

Page 3

Guatemala

Actes d'intimidation et corruption au
quotidien

Page 4

Honduras

Journaliste au Honduras, un métier à
risque

Page 5

Colombie/Colombia

Le peuple colombien réprimé pour
réclamer ses droits

Page 6

Germán Romero, van DH Colombia

Page 7

In de beweging

PBI : 40 jaar geweldloze interventie in
conflictgebieden

Page 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute ten-dance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Mexique

Pour la fête des Mères, des milliers de Mexicaines réclament leurs fils disparus

L'actuel président, Manuel Lopez Obrador, s'est montré incapable de lutter contre les violences dans son pays. Le jour de la fête des mères, des milliers de femmes ont manifesté dans les grandes villes du pays pour réclamer du gouvernement une enquête sur la disparition de leurs enfants. L'article qui suit a été publié dans le journal La Libre Belgique du mercredi 12 et jeudi 13 mai 2021.



Manifestation de mères, ici à Guadalajara, dans le Jalisco, pour exiger une enquête sur la disparition de leurs enfants.

Des milliers de mères ont manifesté dans les grandes villes mexicaines, lundi - jour de la fête des Mères dans ce pays -, afin d'exiger une action gouvernementale pour retrouver leurs enfants disparus. Pays particulièrement violent, le Mexique compte en effet 86 000 disparus depuis 2006, à côté de 300 000 morts.

Ces pertes sont généralement attribuées à la guerre lancée cette année-là par le président conservateur Felipe Calderon, contre les narcotrafiquants qui gangrenaient la police et faisaient la loi dans certains États fédérés de la République. Quinze ans plus tard, la situation est pire encore.

Lopez Obrador pas à la hauteur

Élu en décembre 2018 sur des promesses de diminuer la violence et d'aider les familles éprouvées, le président Manuel Lopez Obrador ne s'est pas montré à la hauteur : depuis son arrivée au pouvoir, il y a 24 000 disparus de plus. Selon des mères de disparus, ces chiffres ne comptabilisent pas les nombreuses familles qui ne portent pas plainte après une disparition, par peur de représailles.

La majorité des disparitions sont en effet attribuées par le gouvernement aux narcotrafiquants. Une étude du Programme de justice du gouvernement montre ainsi que les États fédérés comptant le plus de disparitions sont ceux où les narcocartels sont les plus actifs : le Tamaulipas (11 000 disparus), où règnent les cartels du Nord-Est, du Golfe et les "Z" ; le Jalisco (10 200 disparus), où le cartel Jalisco Nueva Generacion règne en maître ; le Sinaloa (4 800), aux mains du cartel de Sina-

loa que dirigea "El Chapo" Guzman jusqu'à son incarcération aux États-Unis, où il purge une peine à perpétuité.

Les fonctionnaires passifs

La majorité des disparus sont des jeunes gens âgés de moins de 31 ans. Mais les autres délinquances marchent parallèlement à celle des narcocartels. Ainsi, les disparitions de femmes et jeunes filles - liées aux violences conjugales et à la traite d'êtres humains, selon les recherches mexicaines - ont elles aussi explosé sous Lopez Obrador : déjà 4 267.

Longtemps, l'État mexicain a totalement abdiqué sa responsabilité de protéger les vies (selon l'expert Juan Carlos Gutierrez, de l'ONG Idheas, "99 %" des disparitions ne donnent pas lieu à des recherches policières) et d'aider les familles à retrouver les corps. Celles-ci ont souvent agi seules - en particulier les mères, qui ont mis au jour un grand nombre de fosses communes.

Beaucoup de corps restent des mois dans les morgues officielles ; une partie sont donnés à des écoles de médecine (mais une enquête de presse a révélé que le nombre de corps donnés ne correspondait souvent pas à celui des corps reçus par les universités) et un grand nombre sont enterrés dans des fosses communes ou incinérés, sans aucun registre des caractéristiques physiques, de la dentition ou de l'ADN des morts inconnus.

En cause, l'indifférence des fonctionnaires, dont se plaignent de nombreuses familles, mais aussi la surcharge de travail. Ainsi, à Guadalajara, capitale du Jalisco, en 2018, quelque 300 corps avaient été rangés dans deux camions qui les promenaient dans les faubourgs de la ville, faute de place à la morgue ; le scandale a été découvert quand les habitants se sont plaints de l'odeur dégagée par ces camions.

Depuis la disparition de 43 étudiants en 2014, après leur arrestation par la police pour avoir manifesté, de fortes pressions ont été exercées sur Mexico pour que l'État s'implique dans l'identification des cadavres.

Le président Peña Nieto (2012-2018) a créé des commissions de recherche fédérale et locales, chargées notamment de créer une base informatique. Mais beaucoup de fonctionnaires locaux continuent à enterrer ou incinérer des corps sans noter leurs caractéristiques. Et la pandémie de Covid a tué dans l'œuf un projet annoncé fin 2019.

Marie-France Cros



Mexique

Nouvelle scène de criminalisation contre des étudiant(e)s des Écoles Normales Rurales

En mai dernier, au Chiapas, suite à des manifestations estudiantines réclamant l'accès à Internet en vue de passer des examens, une répression policière a entraîné l'arrestation de presque cent étudiant(e)s, dont certain(e)s ont été violenté(e)s. Diverses organisations de défense des droits humains ont condamné ces faits.

Une fois de plus, le Mexique est la scène de la répression et de la criminalisation des étudiant(e)s des Écoles Normales Rurales. En l'occurrence, il s'agit d'un groupe d'étudiant(e)s de l'École Normale Rurale de Mactumactzá au Chiapas qui, face au manque d'accès à Internet et de plateformes numériques pour pouvoir passer l'examen d'admission, a dû manifester pacifiquement pour exiger que le processus d'admission à la Normale se fasse en personne. Cela a engendré une répression policière dont le solde a consisté 95 étudiant(e)s détenu(e)s, dont 74 femmes, des étudiant(e)s blessé(e)s et des jeunes femmes harcelées sexuellement.



Mobilisation des étudiants en mai dernier au Chiapas

Le 18 mai, plus de 300 étudiants ont été violemment expulsés par la police alors qu'ils manifestaient au poste de péage à "Chiapa de Corzo" pour exiger que la publication de l'appel et l'examen de nouvelle admission se fassent en personne, car la plupart des candidats sont autochtones et sans accès à des plateformes technologiques virtuelles.

Les témoignages des étudiantes établissent que les « *normalistas* » ont été harcelés et agressés sexuellement par des policiers qui les ont maîtrisés et placés en détention. Les 74 femmes détenues ont été libérées de la prison d'El Amate le 23 mai dans l'après-midi, après qu'un juge du pouvoir judiciaire du Chiapas a déterminé un processus de libération à condition de les faire signer tous les 15 jours. Grande est l'inquiétude car, malgré leur libération, les étudiantes font l'objet d'une procédure judiciaire pour une réclamation purement académique. Tout comme les 74 étudiantes, les 19 hommes détenus, dont deux autochtones déplacés de Chenalhó, sont accusés de mutinerie, d'activités de gangs, de vols avec violence, d'atteintes à la paix et à l'intégrité corporelle et patrimoniale de la communauté et de l'État, et de dommages et intérêts.

L'Armée zapatiste (EZLN) s'est prononcée sur cette situation, soulignant que : « Les *normalistas* sont accusés de vouloir que les examens se fassent en personne et non en ligne. Avec cela, les autorités éducatives et gouvernementales du Chiapas montrent, une fois de plus, qu'elles n'ont pas la moindre idée de la géographie et de la situation politique et sociale au Chiapas. Avec cette action, les mauvais gouvernements résument leur plan pour l'éducation du Mexique rural : répression, mensonges et simulation. À nos frères et sœurs de l'École Normale Rurale de Mactumactzá, nous exprimons notre solidarité totale et sans réserve, et nous appelons tous et toutes nos camarades de la Sixième Nationale et Internationale à faire preuve de solidarité avec la lutte des *normalistas* de Mactumactzá. Nous exigeons la libération inconditionnelle de tous et toutes les détenu(e)s ».

Les arrestations massives d'étudiant(e)s exigeant le respect de demandes strictement académiques sont particulièrement graves. L'exigence d'un droit humain ne peut être poursuivie et sanctionnée sous prétexte qu'un autre droit soit protégé. Au lieu de privilégier le dialogue, le gouvernement et les autorités les ont obstinément réprimé(e)s et emprisonné(e)s, en les traitant comme des criminel(le)s et en décimant leur combat, pour poursuivre leur intention finale : fermer l'École Normale Rurale de Mactumactzá.

Le Mexique a une histoire de criminalisation des « *normalistas* ». Souvenons-nous de la disparition tragique des 43 étudiants de l'École Normale Rurale d'Ayotzinapa en 2014, dont l'affaire reste incertaine. L'objectif initial des Écoles Normales Rurales était de permettre l'extension de l'enseignement public aux secteurs les plus pauvres de la campagne et de la ville, devenant ainsi des foyers d'enseignants ayant une pensée critique et une conscience sociale. C'est là que réside l'une des principales raisons pour lesquelles ces institutions sont attaquées et plusieurs d'entre elles ont disparu.

Diverses organisations de défense des droits humains, dont Tlachinollan (une organisation accompagnée par PBI-Mexique) et PBI, se sont prononcées pour condamner les événements et exiger du gouvernement du Chiapas : la libération immédiate et inconditionnelle des étudiant(e)s et des paysan(ne)s détenu(e)s ; que les policiers et leurs éléments qui ont commis des agressions sexuelles contre des jeunes femmes et d'autres abus dans l'usage de la force dans lesquels ils ont été commis fassent l'objet d'une enquête ; une solution immédiate aux demandes éducatives des étudiant(e)s de Mactumactzá ; l'arrêt de la répression contre les étudiant(e)s des Écoles Normales Rurales du pays.

Susana Hernandez



Guatemala

Actes d'intimidation et corruption au quotidien

Au Guatemala, la défense des droits humains comporte de nombreuses difficultés. Carlos Sajmoló Pichiyá revient sur son travail au sein de l'AVCCP et explique comment l'omniprésence de la corruption empêche la poursuite des auteurs d'agressions ou autres actes d'intimidation.

Le programme virtuel Acércate de PBI-Guatemala présente les défis que rencontrent les défenseur(e)s et des droits humains au Guatemala en donnant une voix à celles et ceux que l'on entend peu afin de mieux visibiliser leurs luttes sociales. Dans l'épisode de septembre 2020, le défenseur Carlos Sajmoló Pichiyá, représentant de l'*Asociación de Vecinos Contra la Corrupción de Patzicía (AVCCP)*, explique avec conviction la nécessité de s'engager contre la corruption.

Une organisation nouvellement accompagnée par PBI-Guatemala

Accompagnée depuis le mois d'avril 2020 par PBI, l'AVCCP vise à mettre fin aux pratiques de corruption dans la municipalité de Patzicía. Depuis des siècles, la corruption règne à tous les échelons au Guatemala, ce qui a une répercussion importante sur la population guatémaltèque. Un exemple est notamment l'utilisation des fonds publics. Comme le souligne le représentant de l'AVCCP, à Patzicía, il y a eu de grandes carences dans la prestation de services municipaux, comme lorsque le maire a abandonné le service d'eau potable ou lorsque la population a dû payer pour un service d'éclairage public inexistant.



Combattre le virus de la corruption en respectant la loi

L'AVCCP mène un travail contre la corruption en se basant sur les normes juridiques nationales ainsi que la Convention sur la lutte contre la corruption des Na-

tions unies et celle de la Commission interaméricaine. Cela confère un cadre respectant l'État de droit aux défenseur(e)s qui s'engagent pour cette mission. Carlos Sajmoló Pichiyá explique que combattre la corruption au Guatemala est nécessaire pour parvenir à la paix et la prospérité, à l'essor du pays et à une baisse de la migration vers les États-Unis. Il estime que le véritable virus n'est pas le Covid-19 mais bien la corruption qui gangrène le pays et qui cause encore davantage de dégâts. Il cite notamment le détournement de certains programmes sociaux pour favoriser les proches du parti au pouvoir.

Processus de criminalisation et actes d'intimidation

Les activités contre la corruption ne sont pas sans conséquence. Suite à une pétition de l'AVCCP pour, entre autres, forcer une entreprise d'installations électriques à respecter le principe de la consultation communautaire (notamment par les communautés autochtones), Carlos Sajmoló a été poursuivi pénalement par le Ministère public et par l'entreprise en question. Malgré le fait qu'il ait été relâché, la criminalisation de ces actions continue encore aujourd'hui.

Cet exemple n'est point isolé et de nombreuses personnes défenseuses des droits humains ont été victimes de persécutions illégales et d'agressions. En mars dernier, une perquisition a eu lieu dans les bureaux du *Bufete para Pueblos Indígenas (BPI)*, un cabinet juridique avec une expérience avérée dans la défense des peuples autochtones et le droit au territoire. De nombreux objets personnels ont été détruits et des enregistrements de caméras de sécurité ont été volés. La directrice du BPI, Wendy López, considère qu'il s'agit «d'actes d'intimidation et de menaces à l'encontre des activités qu'ils défendent» alors que le Ministère public minimise ces faits et les a qualifiés de «petite délinquance».

Ces deux illustrations de la situation au Guatemala attestent de la nécessité de continuer à accompagner les personnes et les organisations qui défendent les droits humains et luttent au quotidien pour assurer la paix.

Article de PBI-Suisse

Les projets de PBI recrutent régulièrement des volontaires

PBI maintient principalement des équipes d'observateurs internationaux en Amérique latine : au Guatemala, au Mexique, au Honduras et en Colombie. Si vous désirez vous engager dans l'une de ces équipes ou avoir des informations en vue d'un engagement éventuel, prenez contact avec l'un de ces projets ou, mieux encore, avec l'antenne belge de PBI, par exemple via notre adresse électronique : info@pbi-belgium.org



Honduras

Journaliste au Honduras, un métier à risque

Dina Meza, célèbre journaliste indépendante et directrice de l'organisation ASOPODEHU, a été interviewée par la journaliste suisse Anouk Henry lors du premier webinaire de la série "MEET THE DEFENDERS", proposé par PBI-Suisse. Voici les éléments clés de son témoignage, axés sur les restrictions à la liberté d'expression dans son pays ainsi que les risques liés à son travail en tant que journaliste – et en particulier en tant que femme.



Dina Meza est accompagnée par PBI au Honduras depuis 2014. Elle est la directrice de l'*Asociación por la Democracia y los Derechos Humanos de Honduras* (ASOPODEHU) et présidente de *PEN Honduras*, une ONG dont la mission est de protéger les journalistes et de défendre leur liberté d'expression. Elle est aussi correspon-

dante de *Reporters Sans Frontières* et fut nommée en 2014 comme une des « 100 Heros and Heroines of Information » de l'organisation. Elle a également fondé le journal en ligne *Pasos de Animal Grande*, où elle publie des informations sur les violations des droits humains et la corruption au Honduras. De plus, elle apporte un soutien juridique et éducatif aux professionnels à risque, aux journalistes et aux communicateurs sociaux.

Le Honduras, un pays à risque pour les journalistes

Au cours de l'interview virtuelle, Dina Meza nous emmène dans un contexte particulier : la situation au Honduras. Un pays classé 148e mondial par *Reporters sans frontières* pour la liberté de la presse et dans lequel le contrôle sur l'information est renforcé et les violences contre les journalistes – perpétrées en toute impunité – sont commises par l'armée ou la police militaire. En 2009, la situation empire. Suite au coup d'Etat, les institutions cessent de fonctionner, ce qui complique encore davantage le travail des défenseur(e)s dans la dénonciation des tortures, assassinats, disparitions forcées et menaces. Des journalistes comme Dina Meza sont régulièrement agressé(e)s, menacé(e)s de mort ou forcé(e)s à l'exil et il arrive aussi que les forces de l'ordre s'en prennent aux familles des défenseur(e)s des droits humains.

Le rôle des femmes dans la lutte contre les violations des droits humains au Honduras

À travers les nombreuses questions de la modératrice, Dina Meza met l'accent sur l'importance du rôle des femmes qui sont en situation de vulnérabilité dans le pays et qui sont, selon elle, les plus à même de pouvoir changer les structures de la société hondurienne. Elle explique que dans son pays, tous les jours des femmes meurent, subissent des violences sexuelles ou

des menaces et qu'elle a été touchée de près par des assassinats de collègues. Elle considère que les femmes sont en première ligne de la lutte pour les droits humains et qu'elles apportent autre chose lorsqu'elles couvrent des événements en tant que journalistes parce qu'elles ont une fibre fédératrice et qu'elles pensent à la société en général avant leurs propres besoins.

Le recours au journalisme numérique

Suite aux limites posées à la liberté d'expression par le président au pouvoir, la journaliste aux plusieurs casquettes s'est tournée vers le journalisme digital et les radios communautaires pour éveiller les consciences, pour faire des dénonciations et publier les violations aux droits humains. Elle explique aussi que le coup d'Etat qui a forcé les journalistes à opter pour le journalisme numérique a aussi poussé les journalistes à s'organiser en réseaux, ce qui constitue une bonne solution pour que ces derniers prennent conscience de leur liberté d'expression, de la nécessité d'exercer un journalisme rigoureux et de l'opportunité de s'adresser à un public international à travers leurs publications. Ces aspects positifs sont contrastés par le fait que la création d'associations de journalistes indépendants pour contrer le pouvoir du gouvernement sont dépendants de l'acceptation du congrès national pour pouvoir exister.

Autocensure et liberté d'expression en temps de pandémie

À la question posée par Anouk Henry à propos de l'autocensure exercée par les journalistes, Dina Meza répond que l'autocensure existe et qu'à cause du trafic de drogues et de cas de corruption, toutes les institutions sont infiltrées et que les lois qui sont censées protéger les journalistes ne leur permettent pas de s'exprimer librement. De plus, le nouveau Code Pénal entré en vigueur en mai 2020 criminalise l'exercice du journalisme, limite le droit à l'information et la liberté d'expression.

Une autre limitation ressentie par les journalistes est la limitation à la liberté d'expression et d'association découlant de la pandémie du Covid-19, qui offre au gouvernement une justification supplémentaire afin de priver le peuple d'informations neutres. De plus, du côté des défenseurs des droits humains, ils se retrouvent empêchés d'accès pour certains territoires. En effet, le gouvernement émet des laissez-passer pour les entreprises touristiques mais ne donne pas aux défenseurs des droits humains de sauf conduit, document nécessaire pour leur garantir la sécurité et la liberté de mouvement à l'intérieur des frontières.

Article de PBI-Suisse



Colombie

Le peuple colombien réprimé pour réclamer ses droits

Ce qui avait commencé par une grève générale pour réclamer l'annulation d'un projet de réforme fiscale s'est transformé en un grand mouvement de protestation sans précédent en Colombie. Le 28 avril dernier, les rues des grandes villes colombiennes ont été remplies de personnes de toute classe manifestant contre un projet de réforme qui mettait le peuple encore une fois à bout de souffle.

L'impact de la pandémie a eu des effets dévastateurs sur une économie qui est basée sur environ 47% d'informel. La crise sanitaire, le mauvais système de santé, l'augmentation constante de l'insécurité, ... bien des raisons derrière des revendications pour plus de justice sociale. Cependant, comme cela a souvent été le cas ces dernières années dans ce pays qui essaie d'instaurer une paix signée avec la guérilla des FARC depuis bientôt cinq ans, la répression a été la réponse de l'Etat. Les forces spéciales antiémeutes ont pris possession des rues, tiré sur la population et effectué des arrestations arbitraires.

Bien que le gouvernement ait retiré ce projet de réforme fiscale, la colère du peuple colombien ne fait que grandir de jour en jour, tout comme la répression étatique. Lassé de cette violence tant physique que structurelle, du racisme, des assassinats de leaders sociaux et d'ex-combattants des FARC en processus de réinsertion, les manifestations sont devenues autant d'occasions pour le peuple colombien de revendiquer son droit à la paix, à la vie, à la dignité, à de meilleures opportunités pour les classes les plus défavorisées.

Ce grand mouvement de « *paro nacional* » (grève générale) avait déjà commencé fin de l'année 2019 mais avait été suspendu par des négociations, restées ensuite lettre morte, puis par la crise sanitaire et un confinement de 5 mois. On se rappellera aussi septembre 2020 : suite à l'homicide d'un citoyen colombien par la police lors « d'un contrôle policier » qui a débordé, les rues ont été une fois de plus remplies de personnes revendiquant une réforme de la police et se plaignant de cette violence étatique. Plus de 12 personnes ont été tuées lors de ces manifestations.

Mais cette fois-ci, malgré les chiffres qui font froid dans le dos, les rues ne décolèrent pas. En ce début du mois de juin, on rapporte que plus de 60 personnes ont été tuées, dont une vingtaine suite à des tirs de policiers, plus de 300 personnes sont portées disparues, plus de 1000 personnes ont été blessées, dont 158 défenseurs de droits humains, 2.808 personnes ont été arrêtées, etc. La campagne *Defender la libertad, asunto de todos* (Défendre la liberté, l'affaire de toutes et tous), qui a été créée par différentes ONG de défense



Accompagnement de PBI lors d'une manifestation en mai dernier à Barrancabermeja

des droits humains, s'est mobilisée pour accompagner le « *paro nacional* » en défendant aussi ce droit de manifester et publie des rapports quotidiens de la violence sur leur site internet : <https://defenderlalibertad.com>. Des organisations comme le *Comité de Solidaridad con los Presos Políticos* (Comité de solidarité avec les Prisonniers politiques), qui sont accompagnés par PBI-Colombie, font partie de cette campagne et des comités « Droits Humains » qui accompagnent et observent légalement le mouvement de protestation afin de vérifier la situation des droits humains.

Un autre élément interpellant dans cette protestation a été l'apparition de policiers habillés en civils

tirant sur la population, ce qui rappelle les heures sombres des groupes paramilitaires semant la terreur dans tout le pays. Même si la présence de structures de type néoparamilitaire a toujours été dénoncée par des organisations de défense des droits humains et aussi paysannes, il semblerait que ces structures prennent à nouveau possession et contrôle de centres urbains.

La décision fin mai du président Ivan Duque de déployer l'armée contre le peuple à Cali, épice de la violence de ces manifestations, avait fait polémique et créé un tollé. De plus en plus distant de son peuple, le Président colombien perd chaque jour en crédibilité et en notoriété. Il semblerait que le pays se trouve dans une impasse. Alors que le gouvernement avait dans un premier temps refusé la visite de la Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH), elle a finalement été acceptée pour faire une enquête sur les possibles violations des droits humains. Le même jour, le Président Duque annonçait une réforme de la police.

Cependant il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour panser les blessures de tant d'années de violence et pour rétablir un dialogue entre les différentes communautés et parties au pouvoir en Colombie. La société colombienne est une société historiquement fracturée autour d'idées politiques opposées et où les conflits continuent de se résoudre dans la violence et le mépris. Il semble toutefois que la jeune génération, aux commandes de ces protestations, tente de trouver une issue plus positive et optimiste, de faire passer ses revendications à travers l'art mais aussi en réclamant ses droits.

Nathalie Bienfait



Colombia

Germán Romero, van DH Colombia : Een van de belangrijkste onderdelen van PBI's begeleiding is zichtbaarheid.

DH Colombia is een interdisciplinaire groep die de verdediging op zich neemt van slachtoffers van schendingen van mensenrechten. De werkzaamheden hierbij zijn gericht op procesvoering en juridische verdediging in gevallen van agressie tegen vakbonden, politieke tegenstanders, en inheemse en boerengemeenschappen. Het werkgebied van DH Colombia strekt zich uit over verschillende regio's in Colombia die zwaar getroffen zijn door het gewapend conflict en de schendingen van de mensenrechten.

DH Colombia, opgericht in 2014 door een groep juridische professionals, werkt opdat slachtoffers van mensenrechtenschendingen, sociaal-politiek geweld en misdaden tegen de menselijkheid effectieve toegang krijgen tot nationale en internationale rechtspraak. Zo komt er perspectief om waarheid, gerechtigheid, alomvattende genoegdoening en de garantie van niet-herhaling te bereiken.

“In deze zaken, waarbij Colombiaanse staatsentiteiten betrokken zijn, ligt de nadruk op de bescherming van rechten als leven, persoonlijke integriteit en vrijheid van vereniging,” legt Germán Romero uit. “Wij bieden ook juridische begeleiding aan gemeenschappen en gezinnen met betrekking tot de toegang tot en de eigendom van land, met inbegrip van de teruggave van land, “zoals in het geval van de vredesgemeenschap van San José de Apartadó.

De organisatie is gevestigd in Bogotá en heeft in 7 jaar haar juridische steun uitgebreid tot individuen en gemeenschappen in bijna twintig departementen van het land. De acties zijn gericht op regio's die zwaar getroffen zijn door het gewapende conflict en door het optreden van gewapende actoren ook na het vredesakkoord van 2016.

De stelselmatige en aanhoudende schendingen van mensenrechten tijdens de afgelopen decennia Colombia, gaan gepaard met een wijdverbreide straffeloosheid. Volgens deskundigen zijn bijna honderd procent van de ernstige schendingen van de mensenrechten, oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid tijdens het gewapende conflict ongestraft gebleven, ondanks de ondertekening van het vredesakkoord.

Volgens DH Colombia is deze straffeloosheid hoofdzakelijk te wijten aan het feit dat “het rechtssysteem tot nu toe niet in staat of niet bereid is gebleken om vooruitgang te boeken bij de opheldering van de feiten, de bestraffing van de verantwoordelijken en de schade-loosstelling van de slachtoffers”.

Door middel van strategische procesvoering tracht DH Colombia ervoor te zorgen dat deze zaken naar behoren worden berecht en bestraft. De organisatie heeft de vertegenwoordiging van slachtoffers op zich genomen in verscheidene emblematische zaken waarbij legercommandanten en andere hooggeplaatste vertegenwoordigers van de staat betrokken waren. Onlangs werden er in deze zaken meerdere gunstige rechterlijke beslissingen verkregen.

Een voorbeeld hiervan is de vervolging van journaliste Claudia Julieta Duque, georkestreerd door de toenmalige inlichtingendienst, de Administratieve Dienst voor



Germán Romero, advocaat van DH Colombia

Veiligheid (DAS). Onlangs werden verschillende ambtenaren van DAS veroordeeld voor het misdrijf van psychologische marteling van de journaliste. Een ander voorbeeld is het geval van de zogenaamde “Operación Dragón“, een plan van vervolging en uitroeiing tegen vakbondsleden, politieke tegenstanders en verdedigers van de mensenrechten, waaronder Berenice Celeita, oprichtster en voorzitter van Nomadesc. In dit geval werd ook een vonnis verkregen waarin de verantwoordelijkheid van de staat wordt bevestigd en de voor de misdaden verantwoordelijke ambtenaren worden gestraft.

Bedreigingen

Vanwege hun werkzaamheden in rechtszaken waarbij vertegenwoordigers van de politieke sectoren, het openbaar bestuur en de strijdkrachten betrokken zijn, zijn leden van DH Colombia, en met name de advocaat Germán Romero, het doelwit geweest van bedreigingen, vervolging en andere veiligheidsincidenten.

Sinds augustus 2019 zijn er aanwijzingen van een intensivering van deze veiligheidsincidenten tegen de organisatie. Germán Romero stelde bedreigingen en intimidatie aan de kaak die verband zouden houden met zijn werk van juridische vertegenwoordiging van slachtoffers van staats- en militaire agenten. Bij de advocaat werd zijn computer gestolen, met gevoelige informatie over verschillende zaken waarin hij het opneemt tegen hooggeplaatste staatsambtenaren, en bij verschillende gelegenheden ontvingen hij en zijn naaste familieleden dreigtelefoontjes.

Artikel van PBI-Nederland



PBI : 40 jaar geweldloze interventie in conflictgebieden

Vrede is niet alleen een tijdelijke toestand of de afwezigheid van oorlog, maar een proces. Een proces dat streeft naar een rechtsstaat, geweldloosheid, rechtvaardigheid, intercultureel respect, verdraagzaamheid en de bescherming van mensenrechten. In 1981 richtte een groep vredesactivisten Peace Brigades International (PBI) op in Canada met als doel dit proces in conflictgebieden te bevorderen. Dit jaar bestaat PBI dus precies 40 jaar! Door de jaren heen groeide PBI met meerdere kantoren en vrijwilligers over de hele wereld. Maar wat maakt PBI eigenlijk zo bijzonder? En waarom werkt deze aanpak? Je leest het hier.

Wat doet PBI?



Vanuit de ervaring dat duurzame verandering in conflictgebieden moet komen vanuit de lokale mensen zelf, is PBI's aanpak gericht op de bescherming van mensenrechtenverdedigers die worden bedreigd. Hierbij wordt het concept van een ongewapende derde partij toegepast, gebaseerd op Mahatma Gandhi's idee van een vreedzaam leger.

Gandhi maakte zich zorgen over het geweld in India tussen verschillende religieuze groeperingen. Teams van ongewapende vrijwilligers gingen naar conflictsituaties als geweldloze, onpartijdige actoren, maakten contact met alle betrokken groepen en hielpen bij het bemiddelen en oplossen van het conflict. Indien nodig waren de vrijwilligers bereid zichzelf in gevaar te brengen om het geweld te verminderen of te stoppen.

PBI is geworteld in deze beginselen van geen-inmenging, onpartijdigheid en geweldloosheid. Daarnaast is ook het creëren van een inclusieve en participatieve ruimte waar een dialoog tussen partijen die in conflict zijn, van essentieel belang in conflictbeheersing en de weg naar duurzame vrede. PBI ondersteunt alleen mensenrechtenverdedigers uit het maatschappelijk middenveld die op geweldloze en legale wijze werken aan een oplossing van conflicten.

Naarmate het idee van PBI zich begin jaren '80 verspreidde, meldden zich steeds meer vrijwilligers, nam de ervaring toe en ontstond er een internationale organisatie met werkgroepen in 12 landen. Op dit moment zijn er projecten aan de gang in Colombia, Guatemala, Honduras, Kenia, Indonesië, Mexico, Nepal en voor Nicaraguaanse mensenrechtenverdedigers vanuit Costa Rica.

Hoe gaat dit precies in zijn werk?

PBI komt niet naar conflictsituaties tenzij op uitnodiging van een mensenrechtenorganisatie in het gastland. De PBI-vrijwilligers brengen hun eerste tijd in het land door met het kenbaar maken van hun aanwezigheid aan alle partijen in het conflict en aan regeringsfunctionarissen. Zij dragen hierbij herkenbare kleding met het PBI logo erop. Het voornaamste doel is het beschermen van de mensenrechtenverdedigers die met de dood worden bedreigd. Dit betekent dat PBI-vrijwilligers fysiek bij hen en soms ook familieleden zijn en hen begeleiden naar een vergadering, protest of waar ze dan ook toevallig heengaan. Mocht er alsnog een bedreiging naar de mensenrechtenverdediger komen, dan schakelt het PBI kantoor het internationale PBI netwerk in om te reageren met e-mails, brieven of social media posts om te laten weten dat de hele wereld toekijkt. Dit biedt bescherming. Andere effectieve methoden die PBI gebruikt, zijn workshops over psychosociaal welzijn en digitale veiligheid.

Werkt dit?

In de 40 jaar heeft PBI bewezen dat geweldloze, onpartijdige begeleiding werkt en dat gewelddadige conflicten kunnen worden vermindert en soms opgelost door de tussenkomst van internationale geweldloze actoren. Vele mensenrechtenactivisten in de verschillende landen waar PBI actief is, hebben hun overleven toegeschreven aan de bescherming die werd geboden door PBI.

In deze 40 jaar werden vele positieve stappen gezet naar de geleidelijke verwezenlijking van de mensenrechten. Helaas geven de voortdurende aanvallen en bedreigingen tegen mensenrechten-verdedigers, en de daaropvolgende vraag naar PBI's aanwezigheid in verschillende delen van de wereld, aan

dat er nog een lange weg te gaan is in de strijd voor mensenrechten wereldwijd.

Artikel van PBI-Nederland

